

ÉTUDIANTS SOCIALISTES UNIFIÉS
81, Rue Mademoiselle
PARIS 15^{ème}

IX^{ème} C.N.E. (3-4-5 MAI 1968)

Extrait de l'ouvrage de Carlos Roméo
(sur les classes sociales en Amérique
latine.)

LA BOURGEOISIE NATIONALE

Tout comme on maintient le mythe d'une révolution antiféodale en Amérique latine, on maintient le mythe d'une éventuelle prise de position anti-impérialiste de la bourgeoisie nationale, au nom des contradictions qui l'opposent au grand capital.

Certains interprètent dans ce sens les protestations élevées par les gouvernements bourgeois du tiers-monde contre la détérioration des échanges au détriment des pays sous-développés, ou en faveur du rétablissement de relations diplomatiques avec les pays socialistes. Ceux-là sont en pleine illusion. Mais d'autres, bien que plus réalistes, espèrent toutefois voir jaillir un miracle des contradictions qui opposent bourgeoisie nationale et impérialisme, et mettent en avant de mystérieuses « forces patriotiques » qui, soi-disant, envisageraient de mettre fin à la situation de dépendance. Aux deux extrêmes la question se pose de savoir si la bourgeoisie peut effectivement jouer un rôle progressiste dans la lutte contre l'impérialisme.

On parle encore beaucoup de l'alliance de l'impérialisme avec « les forces les plus rétrogrades » de l'Amérique latine, désignant par là l'oligarchie des grands propriétaires, par opposition à la bourgeoisie nationale que des contradictions opposeraient à ses deux alliés. C'est une façon d'affirmer que, dans les circonstances actuelles, la bourgeoisie peut se rallier à la lutte « démocratique » contre l'impérialisme.

Tout cela rappelle étrangement la politique « d'alliance des quatre classes contre l'invasion impérialiste » qui fut celle des communistes chinois lors de la guerre de libération anti-japonaise. Le seul ennui, c'est que le contexte historico-concret dans lequel une telle alliance fut possible n'a aucun rapport avec l'Amérique latine d'aujourd'hui.

La bourgeoisie nationale, en tant que classe, est le produit des rapports sociaux de production de type capitaliste. Elle s'identifie au capital, et son rôle dominant dans la structure sociale de l'Amérique latine tient à la configuration qui est la sienne en fonction de ces rapports de production : elle occupe le sommet de la pyramide sociale et représente la couche technico-économique la plus élevée dans les rapports d'exploitation qui relient entre elles, du haut jusqu'en bas, toutes les couches de la société latino-américaine.

.../...

La bourgeoisie nationale est assise sur un volcan, et elle le sait bien ; la Révolution cubaine est venue lui prouver qu'elle n'était pas assurée de garder le contrôle politique de la société. L'oligarchie des grands propriétaires partage ce sentiment d'insécurité, et c'est là une des causes du renforcement de l'alliance entre ces deux classes.

Mais les conséquences, sur le plan politique, de la Révolution cubaine, ne sont pas la seule cause du renforcement de la solidarité internationale entre les bourgeoisies du continent et les Etats-Unis. La structure des sociétés latino-américaines intervient également de façon déterminante.

Qu'ils le veuillent ou non, les différents pays d'Amérique latine s'appuient en ce qui concerne leur économie, sur le capitalisme développé, plus précisément sur le capitalisme nord-américain. Incapables de produire leurs propres moyens de production, ou du moins de rivaliser en qualité avec les Etats-Unis, c'est vers ce centre du capitalisme mondial qu'ils se tournent pour s'équiper. Pour cela ils doivent se procurer des devises en exportant leurs produits, et prélever des taxes sur les capitaux étrangers investis. Dans les deux cas, ils sont prisonniers des Etats-Unis : les devises qu'ils reçoivent sont des dollars, c'est donc aux Etats-Unis qu'ils doivent acheter ce qui leur manque. Toute tentative de se tourner vers un autre pays a pour conséquence immédiate la réduction des offres d'achat américaines. C'est ainsi qu'ils se trouvent enchaînés à l'économie américaine. En outre les investissements américains constituent de véritables annexes de l'économie des Etats-Unis en territoire étranger. A titre d'exemple, pour visiter une mine de cuivre nord-américaine au Chili, il faut solliciter un permis auprès des services de l'entreprise, comme si l'on pénétrait dans une enclave étrangère.

Dans ces conditions l'économie nationale n'a qu'un rôle marginal par rapport à l'économie nord-américaine. Cela ne fait jamais plaisir d'accepter un rôle subalterne, mais la bourgeoisie nationale n'a pas le choix. Quelle que soit sa combativité sur le plan national, ou même à l'échelle du continent latino-américain, elle sait bien que les entreprises les plus importantes, les plus lucratives, lui sont fermées (sauf dans la mesure où, pour éviter de froisser les sentiments nationalistes, on lui accorde une participation symbolique) : dans les entreprises nord-américaines destinées à la production pour ces marchés latino-américains, on constate que la marque commerciale porte la mention du pays ou le mot « national », mais si l'on regarde la liste des actionnaires on s'aperçoit que la plupart d'entre eux sont étrangers.

On se rappelle la fameuse expérience de « chillenisation » du cuivre par une fraction du gouvernement soi-disant révolutionnaire de Frei au Chili. Ce régime, que certains ont voulu voir comme un exemple d'anti-impérialisme, réussit non seulement à perpétuer la domination yankee sur le cuivre chilien, mais aussi à permettre aux entreprises nord-américaines, en leur accordant toutes les facilités nécessaires, de se développer en nombre et en importance

.../...

Voulant à tout prix augmenter leurs investissements, mais manquant de dollars pour les importations nécessaires, les hommes d'affaires chiliens mirent au point un plan pour parvenir à leurs fins.

Pour que l'exploitation étrangère du cuivre national fasse entrer davantage de devises dans le pays, sans pour autant augmenter les impôts des entreprises nord-américaines, le gouvernement de Frei leur donna les garanties suffisantes pour qu'ils doublent leur production. Il leur procura en outre plus de 70% des ressources nécessaires pour les investissements de leurs propres fonds au moyen d'emprunts internationaux garantis par l'Etat chilien. De sorte que la bourgeoisie nationale non seulement renonça à investir ces ressources en dollars à ses risques et périls pour élargir ses investissements et affronter le marché international, mais encore elle confia la gestion aux entreprises yankees, en échange de quoi elle se trouva associée par l'intermédiaire de l'Etat à certaines entreprises de cuivre. Une bourgeoisie qui se conduit de la sorte (alors qu'elle passe pour l'une des plus puissantes et des plus agressives du continent latino-américain) manifeste clairement sa dépendance sur le plan économique.

Croire que la bourgeoisie nationale peut représenter une force politique capable de s'opposer à l'impérialisme, c'est ne rien comprendre à la réalité latino-américaine. Faire la révolution signifie nationaliser les biens nord-américains, et s'affranchir ainsi de la dépendance. L'expérience de Cuba permet de prévoir quelle serait la réaction des Américains devant une telle situation. Mais l'expérience de Saint-Domingue nous apprend aussi quelle serait leur réaction préventive.

La bourgeoisie nationale est la gardienne de l'ordre existant, elle a intérêt au premier chef au maintien du statu quo. Si les rapports de production de type capitalistes disparaissent, la structure sociale tout entière s'effondre, et avec elle les rapports de production de type latifundiste, ainsi que le support des rapports de production étrangers, c'est-à-dire des investissements nord-américains. Il y a donc toutes les raisons pour que grands propriétaires et capitalistes forment, afin de survivre en tant que classes, une solide alliance politique, et pour qu'ils puissent compter, en cas de besoin, sur le soutien absolu de l'impérialisme nord-américain (qui pourrait même décider de prendre à sa charge le maintien de la structure sociale existante).

Rappelons-nous qu'il s'agit, avec l'impérialisme américain, d'un instrument historique d'une portée mondiale, qui enferme dans ses mailles non seulement les pays d'Amérique latine, mais aussi tout le tiers-monde. Chaque maille est également vitale, pour l'ensemble, même s'il existe des raisons supplémentaires de s'intéresser à tel ou tel pays.

Les classes au pouvoir sont elles-mêmes prisonnières de l'impérialisme. D'où la solidarité internationale remarquable qu'on peut observer entre toutes les forces contre-révolutionnaires du monde, et particulièrement en Amérique latine. Sur le plan politique, la création de l'O.E.A. (aussi appelée « Ministère des Colonies »,

.../...

et sur le plan militaire la Formation des Forces Interaméricaine et Centre-américaine, montrent clairement l'importance des liens qui unissent ces intérêts divers. Malheureusement pour nous, la contre-révolution est étroitement unie à l'échelle internationale. On ne saurait en dire autant des forces de gauche.

En Amérique latine aujourd'hui, l'alternative qui s'offre à la bourgeoisie nationale dans les différents pays est la suivante : soit continuer à avoir le second rôle en haut de la pyramide sociale, soit être liquidée en tant que classe. Elle ne peut opter pour la première solution qu'en s'appuyant sur le pouvoir militaire et financier de l'impérialisme nord-américain. Là aussi l'expérience cubaine est un exemple instructif. Faute d'une intervention des Yankees en temps utile, la bourgeoisie nationale qui, certes, accusait déjà une certaine faiblesse fut délogée de ses positions sans pouvoir opposer la moindre résistance aux forces de la révolution. Les choses seraient différentes à l'heure actuelle en Argentine, au Brésil ou au Chili, où les classes au pouvoir ont pu tirer la leçon de l'expérience cubaine, et où elles ont eu plus de sept ans pour élaborer leurs plans de défense. Et pourtant, qui pourrait compter sur la résistance de ces classes en cas de révolution ? Sans l'appui des Américains, elles ne sont rien. Déjà, elles ne peuvent plus se fier aux mécanismes de la démocratie bourgeoise, qui ne peuvent jouer que dans la mesure où les forces populaires se résignent à livrer la bataille politique dans les termes imposés par les classes au pouvoir.

« Fin d'une époque : celle de l'équilibre relatif des classes. Début d'une autre : celle de la guerre totale des classes, qui exclut les solutions de compromis et les répartitions de pouvoir ». (Révolution dans la révolution ?)

Cette phrase de Debray a irrité ceux qui disent accepter le principe de la lutte armée dans le contexte général de l'Amérique latine, mais pas dans le contexte de leur propre pays. Ils disent que le mouvement se prouve en marchant et que dans certains pays politiquement « développés » l'existence d'une gauche puissante et bien organisée sous l'égide de partis marxistes jouissant d'un statut légal dément formellement cette affirmation. Ce serait, par exemple, le cas du Chili.

Mais, peut-on demander, à quelles conditions cet équilibre des classes est-il obtenu ? A condition de respecter les règles constitutionnelles de la légalité bourgeoise, c'est-à-dire les règles du jeu qui sont imposées par l'adversaire. Les forces de gauche savent fort bien que si elles se risquaient à violer tant soit peu gravement les règles de coexistence, l'équilibre serait aussitôt rompu, cet équilibre grâce auquel elles prétendent démontrer leur force et la justesse de leur stratégie politique.

La répression serait implacable si une action politique attentait à l'ordre établi. Dans les campagnes, si les militants ne s'en tenaient pas à des revendications purement syndicales et économiques, ils déchaîneraient la violence des latifundistes eux-mêmes, en même temps que des forces rivales.

L'idée qu'il soit possible de combattre la violence réactionnaire par la non-violence révolutionnaire rappelle étrangement les formes de lutte non violente que connut l'Inde avant l'Indépendance. Pour la suite, on sait à qui les Anglais confièrent l'indépendance du pays et ce qui s'ensuivit.

En Amérique latine, la politique de classes destinée à mobiliser les masses autour de l'idée d'un renversement révolutionnaire exige le règne de la violence comme réponse à la violence déchaînée par les classes au pouvoir lorsqu'elles se voient menacées.

Croire qu'on peut échapper à cette nécessaire rupture, c'est accepter la coexistence des classes sous la férule bourgeoise.

« La dictature des oligarchies nous met dans l'alternative ou de commencer à la détruire en bloc, ou de l'accepter en bloc : pas de moyen terme ». (Révolution dans la révolution ?)

Oui, c'est bien la fin d'une époque : celle du réformisme de gauche !